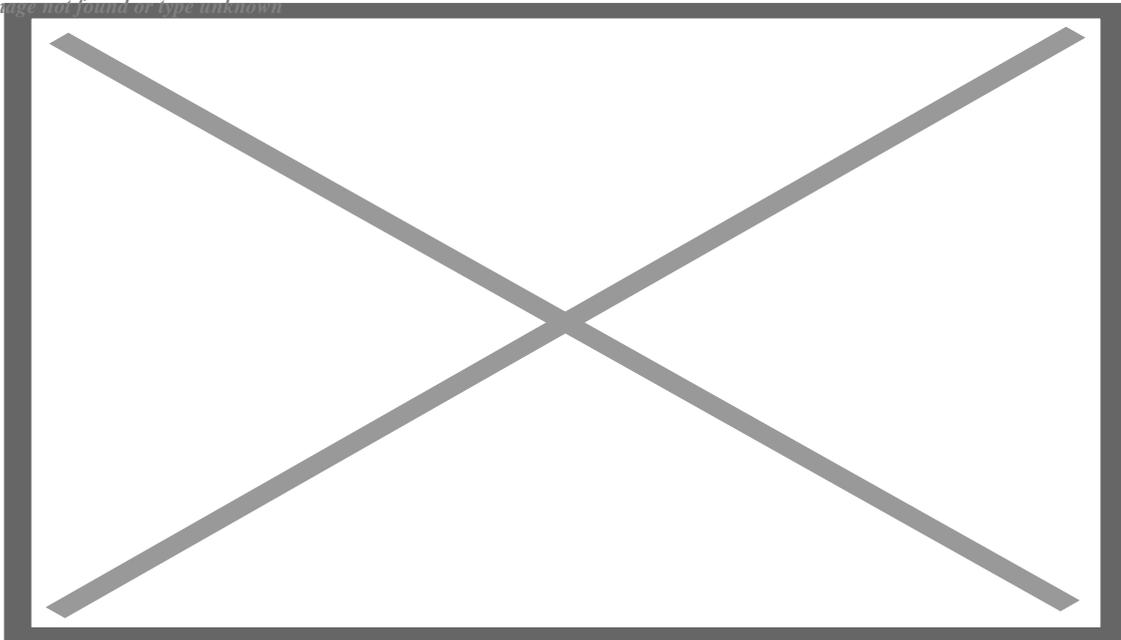


Appel en Angola à mettre fin au blocus des États-Unis contre Cuba

Image not found or type unknown



Luanda, 30 mai (RHC) Des organisations solidaires avec Cuba ont exigé aujourd'hui en Angola la fin du blocus économique, financier et commercial du gouvernement des États-Unis contre la nation caribéenne.

La déclaration, rendue publique par l'Association de la Communauté des Cubains résidant en Angola (Accra), résume les sentiments de plusieurs entités, a déclaré à Prensa Latina Jorge Pantoja, l'un des coordinateurs du groupement dans la ville de Kilamba, dans la périphérie de cette capitale.

Le texte –a-t-il relevé–, signale la vision commune de l'Accra et des associations de familles angolano-cubaines, d'anciens étudiants formés dans à l'île et d'Amitié Angola-Cuba.

De même, il synthétise la position de nombreuses personnes qui, à titre individuel, ont envoyé des messages et des photos en signe de condamnation des agressions de Washington, a commenté Féliz Arozarena, membre de la direction nationale de l'Accra, qui a apprécié les contacts croissants via les réseaux sociaux.

Pour les requérants, le blocus est une politique génocidaire et criminelle contre la famille cubaine, en vigueur depuis plus de 60 ans.

Dans le même temps, ils regrettent la décision de la Maison Blanche de maintenir Cuba sur une liste d'États commanditaires du terrorisme, 'avec cette action, le gouvernement du président Joe Biden fait preuve de cynisme', indique le document.

Comme le souligne la dénonciation, l'actuel gouvernement de la puissance du Nord s'efforce d'asphyxier le peuple cubain en maintenant les 243 mesures punitives supplémentaires appliquées sous l'administration du président Donald Trump.

Le président Biden a déclaré publiquement que, bien que Cuba ne soit pas une question hautement prioritaire pour l'exécutif nord-américain, un processus de révision de la politique envers le pays antillais est en cours.

Alors, si Cuba n'est pas une priorité et que la révision n'est pas encore achevée, comment le Département d'État explique-t-il la singularisation infondée et mensongère de notre pays sur la question du terrorisme? ', questionne la lettre.

Suivant la même logique, les organisations ont attiré l'attention sur l'incohérence entre le discours et les faits, car plus de 240 mesures coercitives unilatérales prises par le gouvernement Trump sont toujours en vigueur et elles comprennent des poursuites financières accrues et d'autres dispositions extraterritoriales.

Le 23 juin prochain, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) votera un nouveau projet de résolution sur la nécessité de mettre fin au blocus, c'est-à-dire que la plus haute instance de l'organisme multilatéral se prononcera pour la 29ème fois sur la question.

Sans aucun doute, la résolution sera adoptée par l'immense majorité de la communauté internationale, souligne le message commun diffusé par Accra.

Les quatre groupes ont également annoncé qu'ils préparent différentes initiatives en vue de renforcer les voix de soutien au peuple cubain pendant la semaine précédant le vote à l'ONU.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/259036-appel-en-angola-a-mettre-fin-au-blocus-des-etats-unis-contre-cuba>



Radio Habana Cuba